

12

43LM418112

Marché avec les Etablissements QUILLERY pour la reconstruction de quais couverts
à la gare de Marseille-St-Charles.

C.A. 19.12.45

C.M. 7. I.46

C.A. 17.II.48

C.M. 26.II.48

1er Avenant Commande du 18-1-1946 Gare de Marseille
St. Charles - Reconstruction des quais couverts (quai
"arrivages des transports accélérés" et quai "expéditions
et transbordement") (n°4544) (69.526.000 Frs)

Rapporteur: M. BALENSI

Cet avenant ne donne pas lieu à observation de
la part du Rapporteur et fait l'objet d'un avis favorable
de la Commission.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 17 novembre 1948

QUESTION III - Marchés et Commandes

- 1°) Avenant au marché passé avec les Etablissements
Quillery pour la reconstruction des quais couverts
de la gare de Marseille-St-Charles.

p.5

M. CLAUDON expose que, le seuil de révision ayant été atteint alors que 84 % des travaux étaient déjà exécutés, il a été jugé préférable de laisser continuer le marché en passant cet avenant. Le marché a été revalorisé avec une part fixe de 5 %, à dater du 1er février 1948 et la majoration, de 942 %, est inférieure à celle obtenue pour d'autres travaux analogues, en particulier pour une halle à Pantin. Le Comité des Marchés a demandé quelques explications, notamment sur deux points.

Tout d'abord, les travaux sont terminés. Si le marché n'est présenté qu'aujourd'hui au Conseil, cela tient, d'une part, à ce que les négociations pour le maintien d'une part fixe de 5 % ont été très laborieuses et, d'autre part, à ce que, dans l'intervalle, l'entrepreneur est décédé, ce qui n'a pas facilité les négociations.

En second lieu le délai d'exécution a été allongé de 10 mois. La note distribuée au Conseil est quelque peu sommaire sur ce point.

M. MICHEL déclare que son attention avait été justement attirée sur cet allongement qui peut sembler excessif. La note le justifie par l'augmentation de la masse des travaux et par le retard apporté à la fourniture des matériaux. Evidemment ce dernier retard n'est

pas imputable aux Services, mais on peut regretter qu'il ait été nécessaire d'apporter des modifications au projet en cours d'exécution; en tous cas, il faudrait tout au moins limiter ces modifications dans toute la mesure du possible.

M. CLAUDON tient à préciser les raisons de cet allongement, d'après les explications qui ont été fournies au Comité des Marchés. Le retard dans les approvisionnements concerne surtout le ciment qui n'a pas pu être fourni par la S.N.C.F. dans les conditions prévues. Quant aux modifications apportées au projet, elles tiennent au fait que la mise en vigueur du régime de transport accéléré a été décidée alors que les travaux étaient déjà adjugés, ce qui a entraîné notamment la modification du quai des arrivages, la substitution de châssis en béton armé à des éléments en profilés, l'augmentation de la durée d'emploi des coffrages et des cintres. Il en est résulté une augmentation de 21 % de la masse des travaux.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT rappelle qu'il est déjà intervenu à plusieurs reprises sur les graves répercussions qu'entraînent ces retards. En l'espèce, évidemment, des modifications ont été apportées au projet et cela tient peut-être à ce que les projets ne sont pas suffisamment étudiés. Le retard est très sensible puisqu'il est de 10 mois. Cette observation pose d'ailleurs une question d'ordre général, celle de la surveillance de l'exécution des marchés en cours d'exécution. A la S.N.C.F. ce contrôle est généralement confié aux Chefs d'Arrondissement du Service de la Voie et des Bâtiments. Dans les Ponts et Chaussées il existe des Inspecteurs qui s'assurent que les marchés sont exécutés dans les délais normaux. Il semble que ce contrôle ne soit pas aussi strict à la S.N.C.F. et, à plusieurs reprises, il a été constaté que les délais d'exécution étaient très largement dépassés, ce qui peut entraîner des conséquences très graves.

M. LEMAIRE ne peut pas ne pas protester contre les critiques que vient de formuler M. le Commissaire du Gouvernement. Il demande au Conseil l'autorisation de les communiquer aux Services intéressés, bien que cela ne soit pas l'usage.

M. LE PRESIDENT rappelle que les échanges de vues qui ont eu lieu au sein du Conseil doivent conserver un caractère strictement confidentiel; cette règle essentielle a pour but de permettre à chacun d'exprimer en toute liberté son avis sur les questions soumises au Conseil.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT précise la portée de son intervention : il a demandé, et cette préoccupation demeure dans le cadre normal du rôle que doit jouer le Commissaire du Gouvernement, quels étaient les résultats du contrôle exercé par la S.N.C.F. sur le respect des délais d'exécution, en raison des répercussions financières qu'entraîne le dépassement de ces délais. Cette observations rejoignait d'ailleurs celle qui avait été présentée par M. MICHEL.

M. LEMAIRE conteste que, comme on pourrait le déduire des déclarations de M. le Commissaire du Gouvernement, les projets soient insuffisamment étudiés. Il s'agit, en l'espèce, de l'interférence d'un projet étudié de longue date sur l'instauration du régime accéléré, laquelle a été décidée postérieurement à la mise en œuvre de ce projet. D'autre part, en ce qui concerne la surveillance des marchés, son fonctionnement est extrêmement simple et M. le Commissaire du Gouvernement est assurément au courant de la façon dont elle est effectuée. Indépendamment des Chefs d'Arrondissement V.B. des Régions, il existe également, dans chaque Région, un contrôle exercé sous l'autorité du Chef de la Division de l'Entretien et quelquefois aussi du Chef de la Division du Service Général. Sur un plan hiérarchique supérieur, ce contrôle est exercé par les Chefs de Service et les Directeurs de Régions. D'autre part, un service spécial du Contrôle des Marchés fonctionne sous l'autorité de M. Olivier et envoie sur place des contrôleurs; enfin un haut fonctionnaire, M. Chrétien, visite les établissements et les chantiers. Telle est l'organisation actuelle : on ne voit pas comment on pourrait tirer de l'allongement des délais du marché aujourd'hui soumis au Conseil la conclusion que le contrôle de l'exécution des marchés est assuré de manière insuffisante.

M. BOUTET ajoute que le Comité des Marchés est intervenu auprès du Service pour obtenir des renseignements précis et il a reçu l'assurance que l'allongement des délais fixés pour ce marché n'était imputable qu'à la S.N.C.F. et que l'entrepreneur n'en portait aucunement la responsabilité. Il est certain d'ailleurs que le renforcement du contrôle s'impose de plus en plus dans les circonstances actuelles où les majorations de prix résultant du jeu des clauses de variation ou de résiliation sont souvent plus importantes que les prix qui figuraient initialement au marché; par conséquent le contrôle doit être extrêmement serré et le Comité s'en assure chaque fois auprès du Service du Contrôle des Marchés qui fait un gros effort dans ce sens, effort appuyé par les Directeurs de Régions. L'intervention de M. le Commissaire du Gouvernement ne peut avoir comme conséquence que d'inciter la Direction Générale à renforcer son contrôle, ce qui aura certainement une incidence favorable sur les prix réellement payés.

A cette occasion, M. BOUTET tient à souligner devant le Conseil l'intérêt que présente le maintien, dans les marchés, d'une part fixe de 15 %, car elle pousse les entreprises à presser l'exécution des travaux et elle sert de frein à la hausse des prix. Dans une période où la S.N.C.F. fait un effort considérable pour essayer de maintenir cette part fixe de 15 %, il est regrettable que les Services de l'Economie Nationale aient, dans une circulaire récente, accepté que cette part fixe soit ramenée à 10 % pour certaines fournitures et prix sur devis. M. BOUTET a déjà attiré l'attention de M. le Commissaire du Gouvernement sur ce point. La Commission des Marchés des Chemins de fer en a été saisie et il tient, en outre, à signaler particulièrement cette question aux représentants des Services de l'Economie Nationale qui siègent au Conseil pour les prier d'intervenir en vue du maintien de ce taux de 15 %, sauf dérogations exceptionnelles. La S.N.C.F. est seule, parmi les grandes entreprises nationalisées, à défendre avec énergie ce point de vue; il ne semble pas que l'Electricité de France et les Charbonnages

de France fassent preuve de la même combativité. Dans ces conditions, la situation de la S.N.C.F. est particulièrement délicate et M. BOUTET se trouve lui-même, en raison de la position très ferme qu'il a prise sur ce point, en butte aux attaques des fournisseurs intéressés, sans trouver appui auprès des Services de l'Economie Nationale.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT rappelle que cette question a été examinée par la Commission des Marchés des Chemins de fer dans sa dernière séance et que le Ministère des Travaux Publics la suit très attentivement.

Le Conseil approuve l'avenant.

4
ER/13

S.N.C.F.

Région de la
MEDITERRANEE

Division Voie & Travaux

Section des Marchés

VTa6 g 100
830-862-58

111 / 12
Marseille, le

NOTICE EXPLICATIVE pour MM. les Membres du
Conseil d'Administration au sujet d'un projet
d'Avenant à la Lettre de Commande n° 6503
du 18 janvier 1946 concernant la reconstruction
des quais couverts de la gare de MARSEILLE-
St.CHARLES.

Marché initial sur adjudication

Etablissement QUILLERY, 10-12 rue du Capitaine
Ménard - PARIS (XVe)

Montant du marché initial : 53.172.000 Frs
porté par le présent avenant
à : 69.526.000 Frs

Délai d'exécution : 18 mois
porté par le présent avenant
à : 28 mois.

I - OBJET DU MARCHE -

Suivant Lettre de Commande n° 6503 du 18
janvier 1946, les Etablissements QUILLERY ont été
chargés après adjudication, de la reconstruction
des quais couverts de la gare de MARSEILLE-St.
CHARLES.

Cette Lettre de Commande a été approuvée
par le Conseil d'Administration dans sa séance
du 19 décembre 1945.

Les travaux devaient être réglés aux prix
de la série "Ouvrages d'Art" (Ed. 1945) et de la
série spéciale, avec application d'une majoration
unique de 396 %. Cette majoration était basée sur
les conditions économiques en vigueur au 10 Sep-
tembre 1945.

Le montant du marché s'élevait, majoration comprise, à 53.072.000 frs + 100.000 frs de travaux imprévus non métrables, soit 53.172.000 frs.

II - MODALITES DE PASSATION DE L'AVENANT -

A la suite des hausses de salaires et matières survenues depuis cette date, l'Entreprise a demandé par lettre du 22 janvier 1948, la résiliation de son marché en application de l'art. 4 bis § 4 du Cahier des Charges Spéciales.

Toutefois, elle a demandé à continuer les travaux à de nouvelles conditions, résultant de l'application de la formule de révision du marché, sans part fixe.

Nous avions intérêt à accepter son offre : introduire une nouvelle entreprise sur ce chantier aurait obligé à réaliser une deuxième installation importante dont nous aurions fait les frais.

Toutefois nous avons insisté pour avoir un rabais et l'entreprise a finalement accepté de traiter avec une nouvelle majoration déterminée toujours avec la formule de révision, mais laissant à sa charge une part fixe de 5 %.

Cette nouvelle majoration ressort ainsi à 942 %; soit un coefficient de 10,42 (voir fiche n° 1 ci-jointe).

...../

VII - JUSTIFICATION DE PRIX -

Ce nouveau coefficient de 10,42 sur les prix de la Série "Ouvrages d'Art" (Ed. 1945) et de la Série Spéciale en harmonie avec la Série OA précitée, est très acceptable ; basé sur les conditions économiques au 1-12-47, il comprend les hausses de salaires fixées par l'arrêté du 19-1-48.

Revalorisé à la date du 31 juil. et 1948, il ressort à 12,91 (voir fiche de calcul n° 2 ci-jointe). Il est inférieur à ceux obtenus actuellement ; une adjudication n'aurait certainement pas donné de meilleurs résultats.

En effet, la Région EST a traité aux conditions économiques du 14 janvier 1948, à la suite d'un appel d'offres, la construction d'un Toboggan en BA au dépôt de CHALONS, avec une majoration de 1230 % sur la série Bâtiments, ce qui correspond sur la série Ouvrages d'Art, à une majoration de 970 % (coefficient 10,70) (voir fiche n° 3 ci-jointe).

VIII - CONCLUSION -

Il est proposé à Messieurs les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet d'Avenant faisant l'objet de la présente Notice.

Le Directeur de la Région
(S. Mermier)

Le seuil de cette résiliation étant atteint au 1er décembre 1947 ($V = 98,24 \%$) et l'Entreprise ayant fait sa demande dès la parution de l'arrêté Ministériel du 19 janvier 1948, fixant les nouveaux salaires avec effet rétroactif à partir du 1er décembre 1947, nous avons admis que le droit à résiliation prendrait effet à partir de cette date.

D'après les termes du marché, les travaux devant être poursuivis pendant deux mois aux conditions initiales, la nouvelle majoration ne sera appliquée qu'aux travaux exécutés à partir du 1er février 1948.

En conséquence, l'article 4 bis du Cahier des Charges Spéciales joint à la Lettre de Commande initiale, est annulé. ~~et remplacé par celui annexé au présent avenant.~~

Toutes les clauses de la lettre de Commande initiale non contraires aux dispositions du présent Avenant demeurent applicables.

III - IMPUTATION DE LA DEPENSE -

La dépense sera imputée au compte "Reconstruction".

...../

IV - CLAUSE DE REVISION -

L'avenant comporte une clause de révision des prix avec part fixe de 15 %.

V - DELAI D'EXECUTION -

Par suite de retards non imputables à l'Entreprise, le délai d'exécution est porté de 18 mois à 28 mois à partir du 15 février 1946.

Cet allongement du délai est justifié par l'augmentation de la masse des travaux due à la modification du projet en cours d'exécution et par la fourniture tardive de matériaux par nos soins.

VI - EVALUATION DE L'IMPORTANCE DU MARCHÉ -

Le montant des travaux indiqués à la Lettre de Commande initiale est porté de ce fait de 53.172.000 Frs à 69.526.000 Frs environ, se décomposant comme suit :

10.172.783 Frs à majorer de 396 %	
	soit : 50.457.000 Frs
1.830.000 Frs " " " 942 %	
	soit : 19.068.600 Frs

Total 69.525.600 Frs

...../

FICHE N° 1

Réévaluation au 1er Décembre 1947 de la Lettre de Commande n° 6503 du 18.1.46.

Entreprise QUILLERY - Marseille-St-Charles - Reconstruction des quais couverts.

(Majoration de 396% aux conditions économiques du 10.9.45)

$$V = 0,50 \frac{S-S_0}{S_0} + 0,20 \frac{C-C_0}{C_0} + 0,15 \frac{A-A_0}{A_0}$$

10.9.45

1.12.47

$$\begin{aligned} S_0 &= 29,883 \\ 1 + c_0 &= 1,4312 \\ C_0 &= 1244,15 \\ A_0 &= 4653 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} S &= 66.783 \\ 1 + c &= 1.4736 \\ C &= 1895,24 \\ A &= 11701,80 \end{aligned}$$

$$V = 0,50 \left(\frac{66.783 \times 1.4736 - 29.883 \times 1.4312}{29.883 \times 1.4312} \right) + 0,20 \left(\frac{1895,24 - 1244,15}{1244,15} \right) + 0,15 \left(\frac{11701,80 - 4653}{4653} \right)$$

$$V = 0,6505 + 0,1047 + 0,2272 = 0,9824$$

avec 15% de part fixe : $(396 + 100) \times 1,9824 - 100 = 883\%$

$$\text{avec 5\% de part fixe : } V = 0,56 \left(\frac{66.783 \times 1.4736 - 29.883 \times 1.4312}{29.883 \times 1.4312} \right) + 0,22$$

$$\left(\frac{1895,24 - 1244,15}{1244,15} \right) - 0,17 \left(\frac{11701,80 - 4653}{4653} \right)$$

$$V = 0,7286 + 0,1151 + 0,2575 = 1,1012$$

$$(396 + 100) \times 2,1012 - 100 = 942 \%$$

Réévaluation au 31.7.48 de l'Avenant au Marché 6503
du 18.1.46

Entreprise QUILLERY - Quais couverts à MARSEILLE-St.CHARLES

(Majoration de 942 % aux conditions économiques du 1.12.47)

$$V = 0,50 \frac{S(1+c) - S_0(1+co)}{S_0(1+co)} + 0,15 \frac{A-A_0}{A_0} - 0,20 \frac{C-C_0}{C_0}$$

So	=	66,783	S	=	66,783
1+co	=	1,4660	1+c	=	1,3776
AO	=	12701,8	A	=	16983,65
Co	=	1338,24	C	=	2684,13

$$V = 0,50 \frac{(66,783 \times 1,3776) - (66,783 \times 1,4660)}{66,783 \times 1,4660} + 0,15 \frac{(16.983,65 - 11.701,8)}{11.701,8} + 0,20 \frac{(2684,13 - 1338,24)}{1338,24}$$

$$0,0677 + 0,2011 - 0,0301 = 0,2387$$

Avec part fixe de 15 % : $1042 \times 1,2387 - 100 = 1191 \%$

ER/14

FICHE N° 3

Région EST - CHALONS - Nouveau Dépôt

Construction d'un toboggan en b.a.

Majoration de 1230 % sur série Bâtiments 1940, aux conditions économiques du 14.1.48,
ramenée aux conditions économiques du 1.12.47

$$V = 0,50 \frac{S(1+c) - S_0(1+c_0)}{S_0(1+c_0)} + 0,15 \frac{A-A_0}{A_0} + 0,20 \frac{C-C_0}{C_0}$$

14.1.48

1.12.47

$$\begin{aligned} S_0 &= 56,765 \\ 1+c_0 &= 1,4199 \\ A_0 &= 17691,3 \\ C_0 &= 2436,78 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} S &= 66,783 \\ 1+c &= 1,4660 \\ A &= 11701,8 \\ C &= 1338,24 \end{aligned}$$

$$V = 0,50 \frac{(66,783 \times 1,4660) - (56,765 \times 1,4199)}{56,765 \times 1,4199} + 0,15 \frac{(11701,8 - 17691,3)}{17691,3} + 0,20 \frac{(1338,24 - 2436,78)}{2436,78}$$

$$0,1073 - 0,0507 - 0,0902 = - 0,0336$$

$$1 - 0,0336 = 0,9664$$

$$1330 \times 0,9664 - 100 = 1185 \%$$

Soit ramené à la Série "Ouvrages d'Art"

$$\frac{1185 + 100}{1,20} - 100 = \underline{\underline{970 \%}}$$